

La lettre d'information trimestrielle d'ASTRÉE

EN UN CLIN D'OEIL

Présence virtuelle

ASTRÉE s'est lancée avec succès sur [LinkedIn](#) en octobre dernier

75 personnes conseillées en 2024

Dont 39 ont été reconnues comme victimes de traite

Bienvenue !

Aux nouvelles collaboratrices de l'équipe de veille !



Si vous partagez les valeurs et les actions d'ASTRÉE, vous pouvez nous soutenir en nous faisant un don ou en devenant membre de notre association.



New year, new ASTRÉE

Après des fêtes de fin d'année ressourçantes, ASTRÉE débute 2025 sous une nouvelle forme structurelle : d'un projet pilote, l'association se mue en un établissement socio-éducatif (ESE). Tour d'horizon des nouveautés.

Nous vous l'annoncions en septembre dernier, ASTRÉE est devenue officiellement un ESE fin 2024. Si les prestations restent inchangées, cette reconnaissance marque une avancée majeure : le Canton de Vaud intègre désormais de manière pérenne l'accompagnement des victimes de traite dans sa politique sociale.

Une confiance renouvelée qui arrive à point nommé : 2025 célèbre les 10 ans de l'association. Pour cette occasion, nous réfléchissons à divers projets avec des objectifs autant festifs que rétrospectifs.

ASTRÉE va également agrandir sa structure d'hébergement : un nouvel appartement de transition est actuellement en voie d'acquisition. Un agrandissement qui va de pair avec la finalisation du plan d'action des prochaines années à venir.

Nous nous réjouissons des nombreux projets de l'année à venir et de vous retrouver nombreux-euses pour célébrer les 10 ans lors de évènements à venir.

Activités de sensibilisation des institutions et du grand public

ASTRÉE a multiplié les rencontres pour renforcer ses actions de détection, d'orientation et de soutien aux victimes. En plus de la participation aux groupes de travail pluriannuels de la DGEJ et de la CPCLP, des échanges avec le foyer du *Cœur des Grottes* à Genève et différents services pénitentiaires du canton de Vaud ont été organisés. Nous avons aussi contribué à la consultation en cours sur [l'interpellation parlementaire cantonale concernant la prostitution des adolescent-es dans le canton de Vaud](#).

Octobre a marqué les débuts d'ASTRÉE sur les réseaux sociaux avec désormais une [présence sur LinkedIn](#) et la publication de [newsletters](#) destinées à tout public. Un premier bilan de fin d'année a permis de rendre compte du succès des actions de communication. Plusieurs reportages et interviews ont eu comme sujet les parcours des bénéficiaires et le travail d'ASTRÉE, notamment autour de la [prostitution clandestine \(RTS\)](#), [la traite en Suisse \(RSI\)](#), [l'exploitation de la force de travail \(Événement syndical\)](#) et [sur les parcours complexes des femmes migrantes en Suisse \(RTS\)](#).

Au niveau national, [ASTRÉE a participé](#) à la campagne des *16 jours contre les violences de genre* et a rencontré les représentant-es de l'ambassade américaine en novembre dernier suite à la publication annuelle du *Trafficking in person report* par le Gouvernement des États-Unis. Nous avons également répondu à une enquête de l'*OSCE* sur l'exploitation liée au trafic de drogue.

Le travail au niveau national a été important, notamment avec la Plateforme Traite. En septembre la Plateforme traite a soutenu la motion Streiff-Feller qui visait à allouer un budget aux actions du PAN 2023-2027, [rejetée en septembre](#), alors que le projet avait été approuvé par le Conseil national fin 2020. La Plateforme a également publié deux communiqués, [le premier sur les défis liés aux procédures pénales](#), et [le second a pris position sur les adaptations législatives de la Suisse dans le cadre du pacte européen d'asile](#).

Deux rencontres importantes en particulier ont permis de partager les constats et recommandations des organisations spécialisées de la Plateforme Traite : avec le Chef du Département de la justice et police à Berne et avec le Secrétariat d'État aux migrations à Lausanne dans les locaux d'ASTRÉE. Enfin, le travail de recherche de longue haleine des membres des organisations sur les aspects de droit de séjour des personnes victimes et de révision de l'art. 182 ont abouti en fin d'année. Deux avis de droit (sur la LEI & sur l'art. 182) ont été rédigés et partagé avec les partenaires concernées dont les responsables des services de la population des cantons latins.

Informations internes et diverses

Fin 2024, plusieurs postes ont été ouverts pour renforcer l'équipe de veille et l'équipe éducative. Les recrutements d'une veilleuse remplaçante et de deux intervenant-es sociaux-ales (30% et 70%), ainsi que d'une remplaçante, sont en cours.

En octobre et novembre, l'équipe d'ASTRÉE a mené deux journées de réflexion sur le développement des activités internes, permettant de faire le point sur les enjeux et d'établir les orientations futures.

Les travaux du foyer pour se conformer aux normes ECA se sont achevés mi-octobre après six semaines. Cela a permis à ASTRÉE d'obtenir en décembre son autorisation d'exploitation en tant qu'établissement socio-éducatif.



Formation des professionnel·les

Au total en 2024, nous avons dispensé 39 formations aux professionnel·les, étudiant·es et bénévoles provenant autant d'associations, de services étatiques ou en formation dans les hautes écoles.

En définitive, nous avons couvert un grand nombre de champs professionnels et associatifs concernés de près ou de loin par la traite des êtres humains notamment dans le domaine de la migration, de la formation continue et académique, du droit du travail, des soins, de la protection des mineur·es, du grand public et au niveau politique et institutionnel.

En 2024, une partie du travail de formation était destinée à former les collaborateur·trices de l'association **AVIT** en Valais et leurs partenaires locaux, ainsi qu'à soutenir le développement des leurs activités de détection et d'accompagnement. Nous avons reçu à ASTRÉE la juriste et le directeur de l'AVIT, ainsi que contribué à former les futur·es policier·ères du Valais, le centre Suisse-immigrés (CSI) qui œuvre dans le domaine de l'asile, les collaboratrice·eurs du projet d'accompagnement de travailleur·euses du sexe *Belladonna*, ainsi que les conseiller·ères en santé sexuelle des SIPE. Fin octobre, la FIZ et le Département Fédéral des Affaires Étrangères ont organisé un voyage en Albanie réunissant des représentantes du réseau partenaire (OIM, CSP Genève, *Antenna Mayday*, ASTRÉE, une avocate spécialisée et une inspectrice de la brigade spécialisée de Zürich). Cette mission visait à renforcer la coopération et la compréhension de la lutte contre la traite en Albanie. En novembre, une délégation albanaise de services étatiques et associatifs a visité les organisations suisses dont ASTRÉE.



Formation donnée à l'AVIT, photographie par David Dandrès



Repas communautaire, photographie par Sandra Garrido

Conseil et hébergement des victimes

Les premières statistiques de 2024 montrent que 75 personnes ont sollicité un entretien de détection, dont une quarantaine ont été reconnues victimes de traite. ASTRÉE affiche un taux d'occupation maximal dans son foyer et ses appartements de transition. Grâce à des accords avec d'autres foyers et hôtels, toutes les personnes en besoin d'hébergement ont pu être logées.

Les tendances des dernières années se confirment, avec des cas d'exploitation sexuelle dans des appartements non autorisés touchant principalement des personnes sud-américaines et nigérianes, ainsi que des cas d'exploitation du travail domestique et de manutention.

La Cour des assurances sociales du Tribunal du canton de Vaud a confirmé la prise en charge financière d'une opération de reconstruction de mutilations génitales féminines d'une bénéficiaire, à la suite d'un recours d'ASTRÉE face à une assurance maladie qui refusait son inclusion dans les frais de la LAMal. Cet arrêt majeur facilite désormais l'accès à cette prise en charge pour d'autres personnes concernées.

Fin 2024, une procédure initiée en 2019 par une bénéficiaire d'ASTRÉE pour prostitution contrainte dans la filière nigériane a abouti à un jugement pour traite des êtres humains confirmé en appel par le Tribunal correctionnel de l'arrondissement de Lausanne.